

allowed to proceed during the present session of Parliament. He therefore respectfully asked that this petition be received.

After hearing the reasons given for the late filing of this petition, your Committee recommends that Standing Order 90 be suspended in relation thereto, and that this petition be received. The consequent charges as provided for by Standing Order 91 (3) (a) and (c) amount to \$300.

The petition referred to above, together with the Two Hundred and Sixtieth Report to the Clerk of Petitions, are returned herewith.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 5*) is tabled.

(The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 155 to the Journals).

Mr. Smith, from the Special Committee on the Disabled and the Handicapped, presented the Fifth Report of the Committee. (Obstacles—Progress Report).—Sessional Paper No. 321-8/25.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 31 and 32*) was tabled.

(The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 156 to the Journals).

A petition was presented by the honourable Member for Skeena (Mr. Fulton).

On motion of Mr. Clarke (Vancouver Quadra), seconded by Mr. Darling, the Third Report of the Standing Committee on Public Accounts, presented to the House on Wednesday, January 14, 1981, was concurred in.

Pursuant to Standing Order 39(4), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 3,542—*Mr. Schellenberger*

From 1970 to date, by year, what amount was spent on the financing and construction of new houses and on housing rehabilitation by (a) the Department of Indian Affairs and Northern Development (b) the Canada Mortgage and Housing Corporation (c) the Rural and Native Housing Program (d) any other department or agency?—Sessional Paper No. 321-2/3542.

Mr. Smith, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, presented,—Return to the foregoing Order.

The Order being read for the consideration of the Business of Supply;

Mr. Clark (Yellowhead), seconded by Mr. Nielsen, moved,—That this House approves the government taking

de loi soit considéré au cours de la présente session du Parlement, et il a demandé respectueusement que cette pétition soit reçue.

Après avoir pris en considération les raisons pour lesquelles cette pétition a été présentée en retard, votre Comité recommande que l'application de l'article 90 du Règlement soit suspendue à cet égard et que la pétition soit reçue. Les frais imposables, ainsi qu'il est prévu aux alinéas a) et c) du paragraphe (3) de l'article 91 du Règlement, s'élèvent à \$300.

La pétition susmentionnée et le deux cent soixantième rapport du greffier des pétitions sont renvoyés avec le présent rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (*fascicule n° 5*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 155 aux Journaux).

M. Smith, du Comité spécial concernant les invalides et les handicapés, présente le cinquième rapport de ce Comité (Obstacles—Rapport d'activité).—Document parlementaire n° 321-8/25.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 31 et 32*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 156 Journaux).

L'honorable député de Skeena (M. Fulton) présente une pétition.

Sur motion de M. Clarke (Vancouver Quadra), appuyé par M. Darling, le troisième rapport du Comité permanent des comptes publics, présenté à la Chambre le mercredi 14 janvier 1981, est agréé.

En conformité des dispositions du paragraphe (4) de l'article 39 du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 3542—*M. Schellenberger*

De 1970 à ce jour, combien a) le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, b) la Société canadienne d'hypothèques et de logement, c) le Programme de logement des ruraux et des autochtones, d) tout autre ministère ou agence ont-ils consacré chaque année au financement, à la construction et à la remise en état de maisons et d'unités de logement?—Document parlementaire n° 321-2/3542).

M. Smith, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

M. Clark (Yellowhead), appuyé par M. Nielsen, propose,—Que la Chambre donne son accord pour que le gouvernement